

LA TRIBUNE DE LA BASSE-LOIRE

ORGANE DES SYNDICATS CGT ACTIFS, RETRAITÉS, PRIVÉS D'EMPLOI

EDITO

LE COMBAT
POUR LES
SERVICES
PUBLICS ET
L'INDUSTRIE
CONTINUE
APRÈS LE
RASSEMBLEMENT
DU 1^{ER} JUIN
2017 À INDRE

la cgt UNION LOCALE BASSE-LOIRE

la cgt UNION DÉPARTEMENTALE LOIRE-ATLANTIQUE (44)

St-Nazaire

Mairie de Cordemais

Grand Port Maritime Le Pellerin

CORDEMAIS

Mairie de Couëron

Menaces de fermetures

DCNS

BERYLCO

ARCELOR

Mairie d'Indre

Nantes - Bouguenais

Pas d'énergies sans industries. Pas d'industries sans énergies.

PAS DE VIE SOCIALE SANS TRAVAIL

n°9

Déc.
2017

PAS D'INDUSTRIES
SANS SERVICE
PUBLIC
ET PAS DE
SERVICE PUBLIC
SANS INDUSTRIES

la cgt

L'INDUSTRIE
ET LES SERVICES PUBLICS



L'INDUSTRIE ET LES SERVICES PUBLICS AU CENTRE DE L'EMPLOI, DES DÉFIS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX. *la* **cg**t

RÉSUMÉ D'INTERVENTION DU 1^{ER} JUIN DE MATHIEU PINEAU
POUR LE GRAND PORT MARITIME NANTES/ST NAZAIRE
ET LA CENTRALE EDF DE CORDEMAIS.

En lien avec les précédentes interventions peu réjouissantes des autres entreprises du bassin nous avons tenu à exprimer nos propres inquiétudes sur l'avenir de nos activités, mais aussi à présenter notre « Projet Industriel » ; ainsi nous démontrons une nouvelle fois que la CGT sait être créative et force de proposition ! En effet les annonces gouvernementales portées et relayées par nos employeurs indiquent bien de réelles menaces pour nos emplois. La fermeture des 2 tranches Charbon qui succèderaient à la fin de nos 2 unités Fioul engendrerait la suppression de plus de 2000 emplois directs, indirects et induits ; dont 400 salariés EDF, 60 agents portuaires et environ 300 sous-traitants permanents...

Au-delà du désastre social, économique et humain ce sera bien évidemment l'approvisionnement des usagers Bretons en électricité qui deviendra très compliqué, pour ne pas dire impossible. Ces annonces sont à l'image du lobbying infondé et sans argument fait en campagne par des politiciens qui ne connaissent rien au secteur de l'énergie. Devant cette méconnaissance des politiques en

responsabilité et devant la frilosité de nos employeurs à imaginer et à défendre des projets d'avenir et de reconversion ; c'est effectivement la CGT qui a du proposer des solutions d'avenir pour pérenniser et même développer l'emploi et le tissu industriel local tout en agissant pour l'environnement et en assurant l'alimentation électrique de nos concitoyens ! Tout ce qui devrait normalement relever de la responsabilité des politiques et des industriels concernés !!! Et ils diront que la CGT n'est bonne qu'à protester et à grogner !

(N'hésitez pas à aller voir la plaquette de notre projet industriel sur le site de l'UD CGT).

En conclusion, c'est bien par le biais de nos structures « interpro », telles que les UL ou notre collectif portuaires CGT que nous réussirons à dessiner un avenir pour nos bassins d'emploi ! L'innovation, la solidarité et le partage seront les clés indispensables pour contraindre le gouvernement et les industriels à proposer un avenir ou l'intérêt général ne sera pas mis de côté...

Restons combattifs et offensifs... et vive le seul vrai syndicalisme ! Celui de notre CGT !

DCNS

Sans refaire le passé des Arsenaux de la Marine dont Indret faisait parti, avec pour missions d'étudier, de fabriquer, d'essayer et d'entretenir les bâtiments de la Marine Nationale, DCNS n'a jamais eu autant de commandes nationales avec les sous-marins Barracuda, les futures Frégates de Taille Intermédiaire, les EMR et le Maintien en Condition Opérationnelle des bâtiments de la Marine Nationale.

Sauf que pour cela il faut des femmes et des hommes et des moyens industriels, de conserver nos établissements en établissements industriels et non pas des établissements plate-forme d'achat et ou des établissements plate-forme de sous-traitance. Sauf qu'aujourd'hui nos dirigeants préfèrent la politique du faire-faire que faire, jamais nos établissements n'ont autant sous-traité, même si de la sous-traitance est nécessaire, mais là ce n'est pas le cas, c'est une sous-traitance pour gagner du pognon : tronçon de bateaux gris fait en Pologne, plus de 10 nationalités sur certaines constructions à Lorient, plus de 80% de sous-traitance sur les sous-marins à Cherbourg.

Aujourd'hui, il faut redonner confiance aux personnels, réinternaliser nos productions, remettre en place une véritable politique d'embauche avec des jeunes formés en interne, réindustrialiser nos ateliers avec des moyens industriels du XXI^e siècle. Arrêter de nous mettre en concurrence dans notre propre groupe, tout simplement avoir une entreprise, une grande entreprise qui tourne, qui permette de faire vivre les communes qui sont dans son territoire et bien sûr qui permettra de maintenir voir développer nos services publics, ne pas voir comme aujourd'hui une école primaire en ruine, à l'abandon.

Dernier point pour finir cette prise de parole, et pour nous CGT, c'est de ne pas nous mettre en concurrence entre la Navale Militaire et la Navale Civile, nous avons chacun nos créneaux, nos savoir-faire, souvenons-nous du Bougainville dernier bateau sorti des Chantiers DUBIGEON Bateau gris.

Eric MORICEAU

CHEMINOTS

Extraits. « *Le service public, c'est la richesse de ceux qui n'en ont pas* ». Cette phrase résume bien les valeurs que nous, à la CGT, défendons tous les jours. Cependant, la solidarité, la qualité de service ou encore l'équité entre citoyens sont des principes que la SNCF et le Conseil Régional veulent atomiser.

En effet, du côté SNCF, le chiffre annoncé par son Président, Guillaume Pépy, 27 000 cheminots en moins pour les 10 années à venir, ne laisse rien présager de bon sur l'emploi, la qualité en service mais aussi sur la sécurité des circulations. Pourtant l'argent existe. Les investissements dans des entreprises à « l'international », ou encore les dividendes versés aux actionnaires des 1250 filiales du groupe SNCF le prouvent.

Ces filiales pullulent : OUIGO, OUICAR, OUIBUS. Mais dans le monde merveilleux des « OUI OUI », le quotidien pour les usagers et les cheminots c'est surtout OUI trains en retards, OUI gares fermées, OUI suppressions d'emplois.

Et dans sa politique de casse de service public, la Direction SNCF a trouvé un allié de poids avec un Conseil Régional des plus « fourbes ». La future convention entre le Conseil Régional et la SNCF est en cours de négociation. Malgré l'opacité pratiquée par ces négociateurs sur les tenants et aboutissants, nous savons déjà que cette convention sera dévastatrice pour les usagers et les cheminots.

Là aussi un chiffre révélateur, celui des économies à réaliser par l'activité TER pour les 5 prochaines années : 100 millions d'euros. Pour atteindre un tel chiffre la Direction SNCF annonce qu'il y'aura, entre autre, des fermetures de gares. Avec une telle économie à réaliser, autant dire que l'ampleur des fermetures va être conséquente.

Alors pour compenser la future gêne occasionnée avec ces fermetures de gares, ces grands décideurs misent sur la dématérialisation des ventes de billets avec un objectif à court terme de 50% de ventes de billets sur smartphone.

Donc voilà, je vous présente le cheminot de demain, ce joli téléphone. Si ces « bestioles » sont assez performantes, quel « blaireau » peut croire que, pour le moment, ces outils peuvent remplacer l'expérience d'un humain. Est-ce que les téléphones peuvent gérer des situations perturbées en gare ? Non.

Est-ce que les téléphones peuvent gérer des cas complexes de ventes au guichet ? Non ...

Il est fort à parier aussi que l'insécurité à bord des trains devrait croître. En effet, la suppression des contrôleurs à bords des trains devrait se poursuivre et l'insécurité va s'en faire ressentir.

Devant toute cette casse, nous devons nous organiser. C'est pourquoi, la CGT appelle usagers et cheminots à participer à l'action du 23 juin, à 10h30 devant le Conseil Régional. Pourquoi le 23 juin ? Il se tiendra une séance plénière ou il va être voté l'expérimentation pour l'ouverture à la concurrence ; Là encore, qui peut croire que l'arrivée d'entreprises privées va développer le ferroviaire ?

La privatisation on connaît avec l'exemple du fret à la SNCF, ou du moins ce qu'il en reste. Le tout camion est de mise. Est-ce ça l'avenir ? Privilégier un mode de transport polluant, alors que nous avons les moyens de développer un ferroviaire non polluant.

Sur l'ouverture à la concurrence, nous entendons déjà les politiques à la Région dire « oui mais en Allemagne, ça marche bien ». Ils oublient juste de dire, que, par 2 fois le gouvernement allemand a racheté la dette du ferroviaire.

Allons interpeller le 23 juin, les décideurs au Conseil Régional pour remise des pétitions (5 000). Allons leur rappeler que les usagers ne sont pas des citoyens de secondes zones et que nos emplois (qui eux ne sont pas fictifs) sont essentiels pour un service public de qualité et d'équité entre citoyens.

EN AVANT POUR L'INDUSTRIE ET LE SERVICE PUBLIC

Après les Assises Nationales de l'industrie qui se sont tenues le 22 février 2017 à la Cité des Sciences à PARIS, la CGT a décidé de lancer une campagne de mobilisation sur la ré-industrialisation du pays et le développement des services publics.

C'est pour s'engager dans cette campagne que l'UD CGT 44 et l'UL de la Basse Loire appelaient à un rassemblement public le 1er juin, à INDRE (Loire-Atlantique).

300 personnes, venant de plusieurs secteurs industriels et services publics, ont répondu à cet appel. Des salariés, mais également des retraités, ont participé à cette initiative.

Des camarades sont intervenus sur les difficultés rencontrées dans leurs entreprises et le maintien des activités. Des intervenants de la SNCF, EDF, Territoriaux et de La Poste, ont souligné la casse et les attaques en direction des services publics. Si toutes les interventions ont rappelé la nécessité d'une large mobilisation, elles ont aussi rappelé qu'industries et services publics vont de pair, que l'installation d'entreprises est facilitée par les infrastructures existantes en termes de réseaux, écoles, santé, etc. Quand une région désindustrialise, cela entraîne la fermeture des services publics et la désertification de ses territoires. Des services publics solides, accessibles à tous sont les garants de l'égalité et de la cohésion sociale. Nous militons pour le développement des services publics qui répondent aux besoins de la population en termes de santé, d'éducation, de formation, d'énergie, de logement, de transport, de communication, de sécurité, de ramassage des déchets, etc. Pour la CGT, industrie et services publics doivent être au centre des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

« Pas d'industrie sans services publics et pas de services publics sans industrie »

Si on regarde ce qui se passe dans différents secteurs d'activité, l'implantation des services publics et d'infrastructures publiques est déterminante dans le choix d'implantation des industries sur le territoire, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce que pour répondre aux besoins des travailleurs de ces industries et de leurs familles.

A l'inverse, on voit clairement les effets de la désindustrialisation sur la viabilité des services publics quand on voit le nombre de bureaux de poste, d'hôpitaux, d'écoles, d'accueils physiques, de services publics qui ferment. Ce n'est donc pas la technique qui a guidé le temps mais bien des choix politiques sur lesquels nous pouvons peser à partir du lieu de travail, du lieu de vie.

C'est ce que nous avons fait en 2016 pour empêcher la direction de La Poste de Loire-Atlantique de fermer un bureau sur la commune de COUERON pendant la période estivale. Suite à la mobilisation et à l'intervention de l'Union Locale CGT auprès des responsables de La Poste, le bureau n'a pas été fermé.

Cette année, nous allons être à nouveau confrontés à cette situation, voir pire, avec l'annonce par voie de presse de la suppression, pour l'instant, d'une quinzaine de bureaux sur l'agglomération nantaise.

A ce sujet, des actions ont eu lieu, d'autres vont avoir lieu devant des bureaux de poste concernés. Distribution de tracts pour informer et mobiliser la population. Ce sont plus de 2500 signatures sur la pétition CGT « pour le maintien d'un véritable service public postal ».

Des élus (pas tous) attachés, comme nous, au service public de proximité, avec les usagers et la CGT, se battent pour maintenir les guichets de service public, dont ceux de La Poste.

Dans notre département, comme dans bien d'autres, nous devons nous mobiliser et agir pour la défense et le développement de services publics de qualité qui sont des points d'appui pour la réindustrialisation sur tout le territoire.

Gilbert GOURDON - Section UFR FAPT 44

TERRITORIAUX DE COUËRON

Mes camarades,

Dans notre chère collectivité, Mairie de Couëron, nos élus de la majorité municipale n'ont eu aucun scrupule lorsqu'ils unanimement fermé le service public de la restauration de l'Erdurière, pas plus, lorsqu'ils ont supprimé le service public de la crèche familiale pour favoriser la création de micros crèches privées qui fleurissent à tous coins de rue de la commune. Au total c'est un peu plus de 23 emplois qui ont été anéantis.

Mais hélas, le rouleau compresseur local n'a pas attendu l'arrivée de Macron au pouvoir, pour continuer la casse du service public.

Que dire de la privatisation de la tonte des terrains de foot (2 emplois) et de l'entretien ménager de l'ETAP (2 emplois) Que dire du poste du responsable de la Police Municipale gelé depuis 3 ans et dont les missions ont été confiées depuis à l'élus politique d'astreinte.

Que dire du non remplacement du Directeur des Services Techniques et de la suppression de plus de 10 postes au service Patrimoine Bâti.

Que dire du maintien des ratios empêchant les agents d'avoir un déroulement de carrière digne de ce nom.

Que dire de la souffrance des agents du périscolaire et des offices de restauration travaillant régulièrement en sous effectifs. Ces agents du périscolaire dont l'avenir, liés à la réforme des rythmes scolaires est des plus incertain. Jean Michel Planquer, Ministre de l'Education, Sarkosyste de surcroit, étant des plus évasifs quand il s'agit d'évoquer les conditions de maintien des rythmes scolaires et du retour à la semaine à 4 jours.

Mais où s'arrêteront-ils ?

Alors que ce nouveau gouvernement, plus libéral que le précédent, a fait du démantèlement du service public sa priorité en voulant donner au privé 30 % des missions du service public, il est fort à parier que nos élus locaux leurs emboitent le pas.

Nos collègues des gymnases, dont leurs missions pourraient être confiées aux associations en contrepartie d'une plus grande autonomie, et à des boîtiers électroniques qui assuraient la fermeture des salles.

La piscine municipale qui pourrait fermer 3H le dimanche après-midi, privant les citoyens couëronnais, d'un des seuls loisirs local. Fermeture afin de déployer les MNS sur du temps scolaire à défaut d'embaucher et de maintenir l'ouverture de la piscine le plus souvent possible.

Le secteur des espaces verts des hauts de Couëron, qui lui aussi, pourrait être cédé au privé, à défaut d'optimiser les services locaux.

Voilà mes camarades, comme vous pouvez le constater c'est un avenir bien sombre qui s'annonce pour le service public, et indirectement sur le tissu industriel local et nous avons raison de dire que pas d'industrie sans services publics et pas de service publics sans industries.

Mais pour finir, mes camarades, ne soyons pas dupe de la situation, la très grande majorité des élus, pour certains syndicalistes CGTistes, participent à ce démantèlement et l'assument pleinement, ne voulant pas être en reste avec les politiques gouvernementales de ces 10 dernières années.

ET bien à ceux-là, je voudrais dire que j'aimerais pas être à leur place, et quoi qu'ils décident dans les jours et mois à venir, ils auront en face d'eux une CGT forte et unie, pour construire un autre avenir, qui ne soit pas contre les industries, contre les fonctionnaires, contre les salariés, contre les français, MAIS AVEC EUX ET POUR EUX.

Merci et vive la CGT.

CGT ARCELOR MITTAL BASSE-INDRE

Prise de parole du 1er juin 2017 à Basse-Indre

En novembre 2012, le gouvernement de Hollande et Mittal signaient un accord qui prévoyait la fermeture de la filière liquide de Florange (soit 621 emplois de supprimés) et arrêtaient le décapage et 5 cages de Basse-Indre (soit 57 emplois de supprimés).

Presque 5 années se sont écoulées. 5 années où les salariés de Basse-Indre doivent faire preuve de courage, d'ultra flexibilité et d'un grand professionnalisme afin que notre site survive. Le fait de devoir s'adapter à cette nouvelle filière nous a dispersés et fragilisés. Les investissements dans nos installations ont été nettement insuffisants et l'absence d'un véritable plan d'embauche nous a fait perdre énormément de compétences. Les experts de l'époque et la CGT avaient pourtant mis en garde les dirigeants du groupe. Malheureusement nous avons raison, la politique d'économie de Mittal nous a fait plonger.

En 2016, nous avons produit 24 % de moins qu'en 2010. Nous sommes 114 CDI en moins sur le site (soit 20 % de baisse d'effectif). Voilà le résultat de ce sabotage industriel. Les 5 équipes de production pourtant promises lors de cet accord de 2012 ont été supprimées en 2016. Faute d'effectif et de compétences suffisantes, les salariés ont dû se rabattre sur 4 équipes et subissent des conditions de travail déplorables.

Pourtant, la charge commerciale Européenne est forte. Nos commerciaux refusent des commandes car nous ne sommes plus en capacité de produire la quantité demandée par les clients.

Seul Mittal, dont la fortune bondie à 17 milliards de dollars en 2016, profite de sa politique de démantèlement et de rationalisation des outils. Le groupe enregistre un bénéfice net de 1.8 milliard de dollars en 2016. L'année 2017 devrait être l'année de tous les records ! De l'argent gagné sur le dos des salariés sans miser sur leur futur. Comparé à nos concurrents, le budget de recherche et de développement du groupe est bien insuffisant pour nous permettre de réaliser des produits innovants. Avec les bénéfices des entreprises Françaises, Mittal achète une entreprise concurrente de 11 000 salariés en Italie, pour 1,8 milliard d'euros. Il y a fort à parier que cette acquisition accentuera la mise en concurrence de nos engins de production dès les prochaines années.

Tous les sites de notre société sont confrontés à un plan de rationalisation et d'externalisation d'emplois. A la CGT nous ne nous résignons pas, le savoir-faire de notre usine est fort. Depuis sa création en 1826, l'implication des salariés est unanime et la cohésion a permis bien des victoires.

Il est urgent que nos dirigeants nous donnent les moyens humains et financiers pour retrouver notre véritable niveau de compétitivité. Il nous faut obtenir rapidement un véritable plan d'investissements et d'embauches !